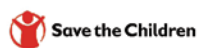




# Risques liés à la protection de l'enfance sur les sites des projets JF-CPIE

RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DES LIEUX ET DE L'ÉVALUATION DES BESOINS DU PROJET



Joining Forces for Child Protection in Emergencies (JF-CPIE) est un consortium mondial qui rassemble six grandes organisations de défense des droits de l'enfant en Allemagne afin d'améliorer la protection des enfants et des adolescents parmi les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que dans leurs communautés d'accueil au Bangladesh, au Burkina Faso, en République centrafricaine, en Colombie, en Éthiopie et au Sud-Soudan.

Pour soutenir la mise en œuvre du projet, une enquête de référence et une évaluation des besoins ont été menées entre novembre 2022 et janvier 2023. L'enquête de référence a combiné des approches d'échantillonnage simples et progressives, ciblant les jeunes, les personnes qui s'occupent d'eux et les chefs de famille, ainsi que les membres de la communauté au sens large, tels que les agents de santé. Au total, 16 901 personnes ont été interrogées sur l'ensemble des sites du projet. Les données de l'enquête ont été utilisées pour déterminer les valeurs de référence pour chacun des trois indicateurs de résultats du projet :

- 1. Pourcentage d'enfants déclarant avoir une meilleure connaissance des risques liés à la protection de l'enfance et des moyens de se protéger grâce à leur participation à l'enquête de fin de projet.**
- 2. Pourcentage de prestataires de soins déclarant mieux comprendre les comportements en matière de soins et de protection des enfants dont ils ont la charge par rapport au début du projet.**
- 3. Pourcentage de membres de la communauté qui se disent plus confiants dans leur capacité à prévenir les risques liés à la protection de l'enfance et à y répondre, par rapport au début du projet.**



Un aspect clé de chaque indicateur était la mesure dans laquelle les enfants, les personnes qui s'occupent d'eux et les membres de la communauté sont conscients des risques liés à la protection de l'enfance. L'enquête a demandé aux personnes interrogées quels étaient les risques de protection de l'enfance qu'elles considéraient comme pertinents dans leur communauté. Les réponses ont été comparées au classement des risques de protection de l'enfance fourni par le personnel local de protection de l'enfance. Les personnes interrogées qui ont mentionné au moins trois des cinq risques classés par le personnel local de protection de l'enfance comme étant les plus pertinents dans le contexte ont été considérées comme "conscientes des risques locaux de protection de l'enfance".

L'évaluation des besoins a permis de valider les tendances en matière de risques liés à la protection de l'enfance qui avaient été identifiées lors de la phase de conception. L'analyse s'est concentrée sur des données qualitatives provenant de groupes de discussion avec des enfants et

1. L'utilisation de l'évaluation des risques de protection de l'enfance par le personnel local du projet comme référence "objective" pour juger du niveau de sensibilisation des personnes interrogées aux risques de protection de l'enfance a été guidée par l'hypothèse selon laquelle le personnel du projet "sait mieux que quiconque" quels sont les risques pertinents au niveau local. Cette hypothèse implicite n'a pas été testée au cours de l'enquête de référence. Cependant, étant donné qu'une partie intégrante de l'intervention du projet consiste à sensibiliser les communautés cibles aux risques liés à la protection de l'enfance, il ne semble pas injustifié de supposer que le personnel du projet a développé des connaissances sur les facteurs locaux qui mettent les enfants en danger.

des adolescents et d'entretiens avec des experts locaux de la protection de l'enfance et des autorités locales. Les résultats ont été ventilés par sexe et par handicap. Au total, 72 groupes de discussion et 48 entretiens avec des informateurs clés ont été organisés dans les 12 sites du projet.

## Mineurs et risques liés à la protection de l'enfance

L'indicateur 1 se réfère à la mesure dans laquelle les enfants sont conscients des risques locaux en matière de protection de l'enfance et de la manière dont ils réagiraient à un incident de protection de l'enfance. Ce dernier point a été évalué à l'aide de deux vignettes décrivant des situations où un "ami" était victime d'un incident lié à la protection de l'enfance. Une réponse satisfaisante implique la conscience de ne pas avoir à endurer l'incident et de parler à un adulte de confiance ou aux services de protection de l'enfance. Elle a été interprétée comme la capacité d'un enfant à se protéger lors d'un incident de protection de l'enfance.

La figure 1 présente les valeurs de référence pour l'indicateur 1, exprimées en pourcentage d'enfants conscients des risques liés à la protection de l'enfance et



Figure 1: % d'enfants connaissant les risques liés à la protection de l'enfance et sachant comment se protéger (indicateur 1), par partenaire et par pays.

Note : Cet indicateur a été mis en œuvre à l'aide de questions sur la connaissance des risques locaux en matière de protection de l'enfance et de questions sur la manière de réagir de manière appropriée aux incidents liés à la protection de l'enfance. Pour être pris en compte dans cet indicateur, les enfants devaient indiquer à la fois leur connaissance des risques et leur réponse.

des moyens de se protéger. Les valeurs de référence des 4 758 enfants interrogés (âge moyen compris entre 10,4 et 14,0 ans ; proportion de filles comprise entre 40,6 et 46,5 %) étaient généralement faibles. Dans aucun des pays partenaires, les niveaux de référence ne dépassaient 6 %. Les niveaux ne semblent pas non plus varier beaucoup d'un sexe à l'autre. Cela suggère qu'au début du projet, les jeunes de tous les sites du projet n'ont qu'une faible idée des risques liés à la protection de l'enfance et de la manière de se protéger.

En ce qui concerne la connaissance des risques liés à la protection de l'enfance, les enfants connaissaient en moyenne moins de deux des cinq risques pertinents au niveau local. Les niveaux de connaissance semblent plus élevés pour ChildFund Burkina Faso, SOS Villages d'Enfants Colombie et Save the Children Éthiopie. Quelque 23, 21 et 17 % des enfants interrogés dans ces pays ont été en mesure de citer au moins trois risques de protection de l'enfance pertinents au niveau local. En revanche, les niveaux étaient particulièrement bas au Sud-Soudan

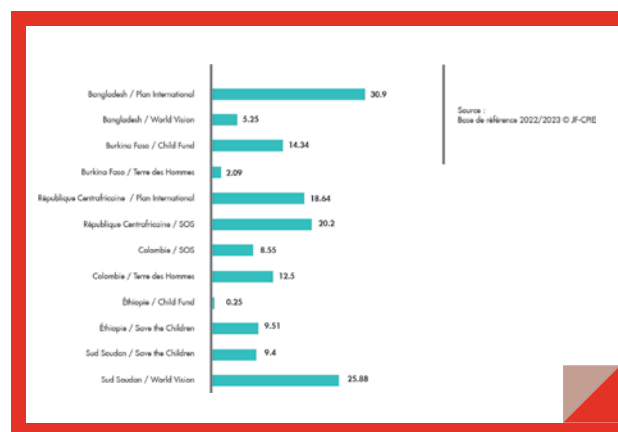


Figure 2 : % d'aidants ayant une connaissance des comportements de soins et de protection (indicateur 2) par partenaire et par pays.

Note : Cet indicateur a été mis en œuvre à l'aide de questions sur la connaissance des risques locaux en matière de protection de l'enfance et de questions sur les comportements parentaux appropriés. Pour être pris en compte dans cet indicateur, les prestataires de soins devaient indiquer à la fois qu'ils connaissaient les risques et qu'ils comprenaient les comportements parentaux appropriés.

(0,0 %), ce qui indique qu'il n'y avait aucune connaissance des risques de protection pertinents au niveau local.

## Les soignants et les risques liés à la protection de l'enfance

L'indicateur 2 concerne les connaissances en matière de protection et les comportements de soins chez les soignants. Pour déterminer les valeurs de référence, les données des 5 694 soignants (âge moyen compris entre 32,9 et 41,1 ans ; proportion de femmes comprise entre 50,0 et 74,6 %)



ont été analysées. La connaissance des comportements des aidants a été mesurée à l'aide de questions sur les comportements parentaux que les aidants ont tendance à adopter.

La figure 2 présente les valeurs de référence pour l'indicateur 2, exprimées en pourcentage de personnes s'occupant d'enfants ayant des connaissances sur les risques liés à la protection de l'enfant et sur les bonnes pratiques parentales. Les niveaux de référence étaient significativement plus élevés pour Plan International Bangladesh (30,9%) et World Vision Sud Soudan (25,9%). Ils étaient particulièrement bas pour ChildFund Ethiopia (0,3%), Terres des Hommes Burkina

Faso (2,1%) et World Vision Bangladesh (5,3%). Le fait que dans aucun des sites de projet les niveaux de sensibilisation n'étaient significativement supérieurs à 30 % parmi les soignants suggère que le soutien aux soignants est un domaine d'intervention important dans tous les sites de projet. Une désagrégation plus poussée des résultats suggère que les aidants masculins et féminins ne semblent pas différer en termes de niveau de sensibilisation aux soins et à la protection de l'enfant. Il en va de même lorsque l'on compare les aidants avec et sans handicap.

En moyenne, les personnes chargées de s'occuper des enfants interrogées étaient plus conscientes des différents risques liés à la protection des enfants (environ 1,7 en moyenne) que les enfants interrogés (environ 1,4 en moyenne). Les niveaux de connaissance des dispensateurs de soins étaient légèrement plus élevés pour Plan International Bangladesh et SOS Villages d'Enfants République Centrafricaine.

En ce qui concerne les pratiques de garde d'enfants déclarées par les intéressés, les résultats varient considérablement d'un endroit à l'autre du projet. Le pourcentage de prestataires de soins indiquant de bonnes pratiques parentales allait de 33,24 % (ChildFund Ethiopia) à près de 93 % (Plan International République centrafricaine).



Figure 3 : % de membres de la communauté capables de prévenir les risques liés à la protection de l'enfance et d'y répondre (indicateur 3), par partenaire et par pays.

Note : Cet indicateur a été mis en œuvre à l'aide de questions sur la connaissance des risques locaux en matière de protection de l'enfance et de questions sur la manière de répondre de manière appropriée aux risques en matière de protection de l'enfance. Pour être pris en compte dans cet indicateur, les membres de la communauté devaient indiquer à la fois leur connaissance des risques et leur réponse.

Par conséquent, la promotion de bons comportements parentaux n'est peut-être pas une priorité dans tous les sites de projet.

En outre, en ce qui concerne les comportements parentaux déclarés, il ne semble pas y avoir de différences entre les sexes, à une exception près. Il est peu probable que les pères et les mères parlent à leurs filles et à leurs fils de la manière d'éviter le VIH/sida et les grossesses non désirées. Cela suggère que les partenaires du projet devraient mettre l'accent sur la santé et les droits sexuels et reproductifs dans le cadre des campagnes de sensibilisation destinées aux parents.

### Les membres de la communauté et les risques liés à la protection des enfants

L'indicateur 3 se réfère aux connaissances des membres de la communauté sur la manière de prévenir et de répondre aux incidents liés à la protection des enfants. Pour déterminer les valeurs de référence, les données de 6 449 membres de la

communauté (âge moyen compris entre 35,8 et 47,8 ans, proportion de femmes comprise entre 12,0 et 83,2 %), dont des chefs de famille, des enseignants et des agents de santé, ont été analysées. Pour mesurer l'élément de réponse implicite dans l'indicateur 3, il a été demandé aux membres de la communauté comment ils réagiraient s'ils apprenaient qu'un enfant était maltraité à la maison ou dans la communauté. Le signalement de l'incident a été considéré comme une réponse appropriée.

La figure 3 présente les valeurs de référence pour l'indicateur 3, exprimées en pourcentage de membres de la communauté conscients des risques liés à la protection des enfants et de la façon de réagir de manière appropriée aux incidents respectifs. Une fois encore, les zones de projet diffèrent en termes de valeurs de référence. Les valeurs de référence varient d'un peu plus de 3 % dans le cas de ChildFund Ethiopie à près de 26 % dans le cas de SOS Villages d'Enfants République Centrafricaine. Dans l'ensemble, cela suggère un faible niveau de sensibilisation parmi les membres de la communauté à tous les niveaux du projet.



Une analyse plus approfondie suggère que les hommes interrogés non seulement au Bangladesh (Plan International et World Vision), mais aussi au Sud-Soudan (World Vision), en Colombie (Terres des Hommes) et en Éthiopie (Save the Children) ont montré des niveaux de sensibilisation plus élevés que les femmes. En revanche, dans le cas de SOS Villages d'enfants en République centrafricaine, les femmes interrogées ont exprimé des niveaux de sensibilisation plus élevés que les hommes. Au Burkina Faso, les personnes interrogées souffrant d'un handicap ont été plus sensibilisées à l'indicateur 3 que les personnes interrogées ne souffrant pas d'un handicap. Il en va de même en République centrafricaine (SOS Villages d'Enfants), en Colombie (Terres des Hommes) et en Éthiopie (Save the Children).

Une analyse des deux niveaux de connaissance des risques liés à la protection de l'enfance a révélé que les membres de la communauté connaissaient moins de deux

des cinq risques de protection de l'enfance les plus importants au niveau local. Ces chiffres semblent être légèrement plus élevés au Bangladesh (Plan International), au Burkina Faso (Terres des Hommes) et en République centrafricaine (SOS Villages d'Enfants). En outre, plus de 50 % des membres des communautés interrogés ont indiqué qu'ils signaleraient les incidents liés à la protection des enfants. Ces taux sont particulièrement élevés en Éthiopie (entre 79,4 et 85,9 %). Dans tous les lieux de projet étudiés, la raison la plus fréquente qui empêche les membres de la communauté de signaler un risque lié à la protection des enfants est la peur des représailles. Par conséquent, les activités du projet ciblant les membres de la communauté devraient non seulement se concentrer sur la sensibilisation aux risques de protection des enfants au niveau local et sur la nécessité de les signaler lorsqu'ils se présentent, mais aussi sur la protection de ceux qui les signalent aux autorités locales.





### Informations qualitatives sur les risques liés à la protection des enfants

L'évaluation des besoins a mis en évidence le fait que les risques liés à la protection des enfants sont souvent le résultat de processus culturels, historiques et socio-économiques locaux. Les conditions locales telles que la pauvreté, la mauvaise gouvernance, le manque d'infrastructures ou les conflits armés augmentent systématiquement les risques liés à la protection des enfants et entravent le travail des programmes de protection de l'enfance dans différents endroits. En outre, étant donné la diversité des contextes dans lesquels la JF-CPIE opère, les interventions de protection de l'enfance doivent être adaptées à ces contextes locaux. Par conséquent, le succès du consortium mondial sera assuré par un équilibre minutieux entre le développement d'objectifs communs entre les partenaires et les pays et une programmation suffisamment flexible pour répondre aux contextes locaux au sein des pays. Pour garantir une programmation flexible qui répond aux contextes locaux, les réseaux communautaires doivent être

renforcés et activement impliqués dans la mise en œuvre des projets.

L'évaluation globale des besoins a constitué une première étape vers un cadre général permettant d'équilibrer les points de vue locaux sur les risques liés à la protection de l'enfance et les objectifs globaux de renforcement de la protection de l'enfance. Les résultats de l'évaluation des besoins ont montré que la discrimination et la violence fondée sur le sexe, ainsi que le manque d'accès et d'intégration des enfants handicapés, étaient des risques communs en matière de protection de l'enfance dans tous les sites de projet.

La violence fondée sur le genre peut prendre de nombreuses formes, notamment la violence sexuelle, l'exploitation et les abus psychologiques et physiques. Dans certains pays, comme le Sud-Soudan et l'Éthiopie, le mariage des enfants est un problème courant qui affecte la sécurité et le bien-être des filles. Les pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines et le travail des enfants sont également des problèmes courants dans certains pays (Burkina Faso, Éthiopie,

Sud-Soudan). En outre, d'autres formes de maltraitance des enfants, telles que le travail domestique ou le recrutement par des groupes armés pour protéger le bétail et les terres (comme au Sud-Soudan), sont également répandues.

D'une manière générale, la prise en compte des handicaps affectant les enfants nécessite un travail d'inclusion et de sensibilisation. Les données de cette étude montrent qu'une question centrale est la représentation des personnes handicapées, qui est souvent considérée comme un problème. Les enfants handicapés ont de nombreux besoins, mais ils demandent surtout à être représentés et inclus parmi leurs pairs non handicapés.

La violence et l'inégalité fondées sur le sexe, bien que communes à tous les pays, sont particulièrement affectées par des pratiques culturelles distinctes, des croyances locales et des conditions socio-économiques différentes. Elles doivent donc être analysées et comprises dans chaque contexte.

La nécessité d'approfondir et de valider les données sur les risques liés à la protection de l'enfance au sein des communautés locales.

Un thème commun à tous les sites est l'attention portée à l'inclusion des enfants handicapés dans les programmes et les structures communautaires.

Pour mieux faire connaître les droits des personnes handicapées et les défis qui y sont liés, il convient de renforcer l'identité et la confiance en soi des enfants handicapés.

D'une manière générale, il faut redoubler d'efforts pour sensibiliser le grand public au handicap en tant que risque pour la protection de l'enfance. Ces efforts devraient tenir compte des besoins et des perspectives des familles, des communautés et de l'État. L'une des recommandations générales de l'état des lieux et de l'évaluation des besoins est d'explorer davantage les réalités locales en matière de risques liés à la protection de l'enfance..

Le processus combiné d'état des lieux et d'évaluation des besoins a été complexe mais a fourni des données quantitatives et qualitatives très riches sur la protection de l'enfance dans les contextes locaux des différents sites du projet. Cependant, un seul exercice de collecte de données n'est pas suffisant pour explorer toutes les complexités d'un phénomène aussi complexe que la protection des enfants dans les situations d'urgence.

Des travaux de recherche supplémentaires, par exemple dans le cadre du suivi du projet, peuvent contribuer à valider davantage les risques liés à la protection de l'enfance identifiés au cours de l'état des lieux et de l'évaluation des besoins. Cette évaluation de base et des besoins ne doit donc pas être considérée comme un point final en termes d'interactions communautaires sur la protection de l'enfance. Elle doit plutôt être considérée comme la prochaine étape sur la voie d'une meilleure compréhension et d'une meilleure réponse aux défis locaux en matière de protection de l'enfance.







**JOINING FORCES**  
*For All Children*

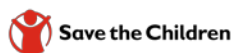


**german  
humanitarian  
assistance**

DEUTSCHE HUMANITÄRE HILFE

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Aide humanitaire allemande. Son contenu relève de la seule responsabilité de Joining Forces et ne reflète pas nécessairement les opinions de German Humanitarian Aid.

**ChildFund**  
Alliance



**Terre des Hommes**  
International Federation

